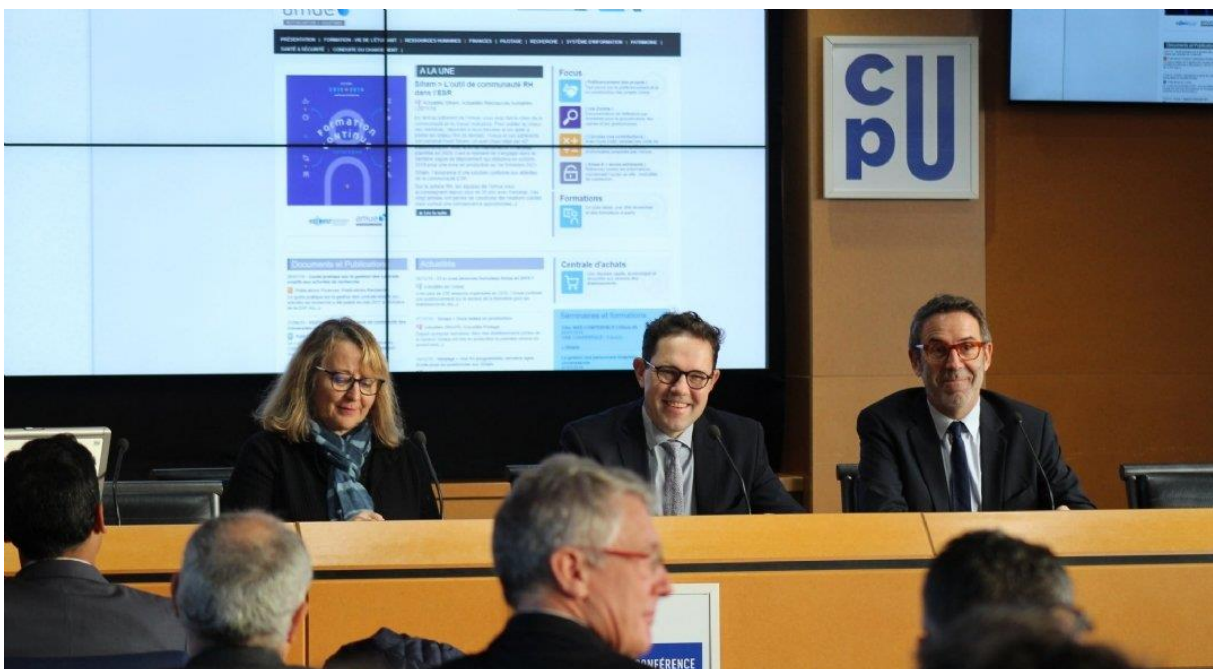


Le financement des actions contre la précarité étudiante "relève nécessairement de la solidarité nationale" (CPU)

"La réussite des étudiants suppose de lutter contre la précarité que beaucoup d'entre eux rencontrent. Le financement de ces actions relève nécessairement de la solidarité nationale", déclare la CPU, le 22 novembre 2019, après sa réunion en formation plénière. Elle souligne également que les universités "travaillent en collaboration étroite avec leurs partenaires et notamment les Crous", mais qu'elles le font avec les moyens contraints qui sont les leurs". Le 15 novembre, Matthieu Gallou, président de l'UBO, demandait que la précarité étudiante soit une "priorité nationale".



. CPU Christine Gangloff-Ziegler, Gilles Roussel et Olivier Laboux, bureau de la CPU

"Bourses et aides n'empêchent pas que certains étudiants continuent d'être confrontés à des difficultés parfois insurmontables. En s'appuyant sur des équipes très engagées, les universités déploient avec force et conviction, des dispositifs pour permettre à ces étudiants de mener à bien leur projet académique : aides d'urgence, centres de santé, mission handicap, services sociaux, épiceries solidaires...", écrit la CPU dans un communiqué le 22 novembre 2019.

"LA REUSSITE DES ETUDIANTS SUPPOSE DE LUTTER CONTRE LA PRECARITE"

La conférence ajoute que "la réussite des étudiants suppose de lutter contre la précarité que beaucoup d'entre eux rencontrent" et que la lisibilité des dispositifs "doit être améliorée". Ces dispositifs "doivent continuer d'être renforcés par des personnels spécialisés en nombre suffisant afin de garantir une réponse rapide et adaptée à l'urgence et à la diversité des situations". Pour la CPU, "le financement de ces actions relève nécessairement de la solidarité nationale".

La veille, Emmanuel Macron, en déplacement à Amiens avec Frédérique Vidal, a déclaré face à des étudiants vouloir "mieux individualiser et mieux accompagner" l'attribution des bourses, pour éviter les "effets de seuil". Cette réforme du système des bourses sur critères sociaux augmenterait "mécaniquement le nombre de boursiers", a ajouté le président de la République (lire sur AEF info).

"PRECARITE ETUDIANTE : UNE PRIORITE NATIONALE" (M. GALLOU)



Matthieu Gallou, président de l'UBO

"Même si l'UBO agit au côté du Crous de Bretagne pour lutter dans la mesure de leurs faibles moyens contre cette précarité, force est de constater que la République ne fournit absolument pas l'effort nécessaire aujourd'hui pour accompagner cette génération d'étudiants", écrit Matthieu Gallou, président de l'UBO, dans un communiqué le 15 novembre 2019. Il regrette un "budget alloué aux établissements [qui] stagne depuis des années alors que le nombre d'étudiants a considérablement augmenté, ce qui détériore les conditions d'accueil et d'études et installe nos universités dans une situation de pénurie durable de moyens ; le système actuel des bourses, qui n'a pas su s'adapter à la réalité nouvelle de la condition étudiante, échoue à prendre en compte bon nombre de situations douloureuses ; la 'libéralisation' de certaines normes relatives au droit du travail a engendré de nouvelles pratiques qui renforcent la précarité de l'emploi étudiant." Le président de l'UBO recommande "vivement aux pouvoirs publics nationaux de prendre enfin la mesure de l'urgence à agir en faveur de la jeunesse et de ses conditions de formation aujourd'hui dégradées".

Testez AEF

AEF info - Groupe de presse professionnelle numérique - www.aefinfo.fr
137, rue de l'Université 75007 Paris - 01 83 97 46 50

Toute reproduction ou transmission de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de l'agence de presse AEF info